

Espagne : grave remise en cause des droits des femmes

Le gouvernement espagnol vient de déposer un projet de loi qui restreint considérablement le droit à l'avortement. C'est un retour en arrière de 30 ans qui est ainsi soumis à la ratification du Parlement où le Parti Populaire dispose de la majorité absolue.

Décidément, dans toute l'Europe se fait sentir le poids des politiques réactionnaires. **Le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse n'a pas à être régi par les politicien-nes ou les religieux-ses : c'est du droit des femmes à disposer de leur corps dont il s'agit !**

L'Union syndicale Solidaires soutient les organisations syndicales, féministes, associatives qui organisent la résistance à ce projet de loi rétrograde.



Brésil : après les manifestations de juin, la lutte continue

Cet été, de grandes manifestations ont eu lieu au Brésil. Portant initialement sur le prix des transports, elles ont permis de poser des problèmes de fond : répartition des richesses produites par les travailleurs-ses, droit à un logement décent pour toute la population, scandales financiers liées à de grands projets d'infrastructure (dans lesquels des entreprises françaises sont impliquées) ou encore absurdité de dépenser des milliards pour la Coupe du monde de football et les Jeux Olympiques, quand les besoins vitaux d'une partie de la population ne sont pas satisfaits, que des coupes budgétaires portent sur l'éducation, la santé, etc.



2014 est l'année de la Coupe du monde de football organisée au Brésil ; **un collectif d'organisations syndicales et associatives lance une campagne pour élire la FIFA (qui organise la Coupe du monde) comme « pire entreprise du monde »**. Il s'agit par là de poursuivre l'information sur la **manière dont sont menés les travaux pour les grands événements sportifs**, sur les **expulsions de nombreuses personnes (parmi les plus pauvres)**, sur les **injustices auxquelles il est nécessaire de s'attaquer, enfin**. La Central Sindical e Popular Conlutas est pleinement investie dans cette initiative. Diverses autres initiatives auront lieu dans les mois qui viennent, aboutissant notamment au **15 mai, journée nationale de mobilisation** contre les agressions envers les personnes pauvres et contre la criminalisation des mouvements sociaux.

Le gouvernement brésilien prétend interdire les grèves durant toute la durée de la Coupe du monde !

www.cspconlutas.org.br

Egypte : après 19 jours les travailleurs d'HADISOLB gagnent

Le 14 décembre, au 19^{ème} jour de grève, les travailleurs de la Société égyptienne pour le fer et l'acier (HADISOLB) d'Helwan au Caire (13'000 salariés) ont gagné. **Ils toucheront enfin leur dû, le paiement de la participation aux bénéfices annuels qui leur étaient volé depuis 16 mois**. Des investissements seront réalisés pour améliorer le fonctionnement de l'entreprise, la direction responsable de la grève est virée. D'autres revendications vont être négociées : réintégration des ouvriers licenciés, amélioration des conditions de travail.

Colombie : contre la répression de l'action syndicale et sociale

La fédération SUD du Canton de Vaud, membre du réseau européen des syndicats alternatifs et de base, a publié ce communiqué que nous reprenons pleinement à notre compte. Il ne s'agit pas de se positionner vis-à-vis des objectifs politiques de la « Marcha Patriótica », mais d'affirmer notre solidarité avec les syndicalistes mais aussi toutes celles et tous ceux qui luttent contre les régimes qui oppriment le peuple.

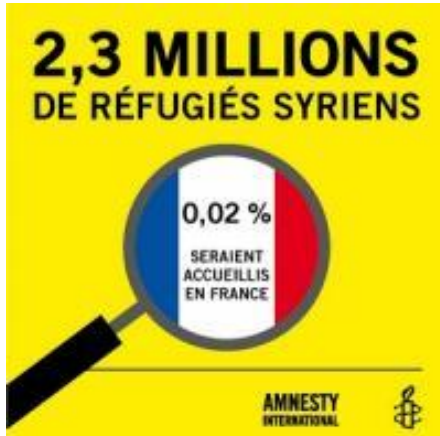
La Fédération syndicale SUD proteste contre la répression de l'action syndicale et sociale en Colombie. En particulier nous dénonçons l'assassinat par des groupes paramilitaires de Roberto Cortes, porte-parole des paysans de Huila et animateur de la lutte dans cette région. Les meurtres de militant-es sont particulièrement fréquents en Colombie. **Le meurtre de Roberto Cortès est le 25^{ème} cas d'assassinat de personnes participant à la « Marcha Patriótica » depuis le début de cette année.**

Dans les années 1980, la Colombie a été le théâtre d'un meurtre politique de masse, l'extermination de l'Union Patriotique. 4000 militant-es de cette formation ont été tué-es. Certain-es survivant-es font aujourd'hui partie de la « Marcha Patriótica ». Dans le cas de Roberto Cortès, il faut rappeler que ce syndicaliste paysan a été blessé sous les yeux de son fils de 7 ans, avant de mourir à l'hôpital. R. Cortes a joué un rôle de premier plan dans la grève paysanne d'août dernier. Ce mouvement revendiquait le droit à la terre par l'ouverture de zones de réserve garanties aux paysans-nes. Les paysans-nes en lutte ont dénoncé les désastreux effets des Traités de libre-échange avec les USA et l'Union Européenne. Le mouvement paysan de Colombie lutte pour la souveraineté alimentaire et le droit à une gestion démocratique et directe des communautés.

La « Marcha Patriótica », mouvement social et politique, combat en Colombie depuis 2 ans pour une solution politique face à la situation de guerre. Une solution qui assure à la société colombienne la paix, une démocratie véritable et la justice sociale. Cette issue implique selon « Marcha Patriótica » des réformes structurelles qui mettent en question l'actuel régime socio-politique et les intérêts dominants dans le pays. Nous rappelons l'arrestation arbitraire du syndicaliste Huber Ballesteros, membre du Comité Exécutif de la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT) et membre également de la direction de la « Marcha Patriótica ». Huber Ballesteros a été arrêté au 2^{ème} jour de la grève paysanne d'août et septembre derniers. Il a été emprisonné dans le cadre d'une provocation et d'un montage judiciaire. Nous exigeons la liberté de Huber Ballesteros. Nous demandons au gouvernement colombien la protection de la vie et des droits de tous-tes les opposant-es.

www.sud-vd.ch www.sinaltrainal.org

Syrie : la France doit accueillir un plus grand nombre de réfugié-es



Alors que plus de 2,3 millions de réfugié-es ont fui la Syrie, la France a décidé d'en accueillir 500. Quelle meilleure démonstration d'absence de solidarité ? Le 16 octobre, le Président français annonçait l'accueil de 500 réfugié-es de Syrie. Depuis, aucun-e réfugié-e n'est arrivé en France. Et selon nos informations, les premiers n'arriveront pas avant le mois de mai 2014. Pourtant la situation dans les pays voisins qui accueillent plus de 97% des réfugiés de Syrie empire, et l'hiver rigoureux qui s'annonce risque d'aggraver les conditions de vie des réfugiés. **L'heure n'est pas à prendre son temps.**

Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a appelé les Etats à accueillir en lieux sûrs 30 000 réfugié-es parmi les plus vulnérables, d'ici la fin 2014. La France a décidé de choisir des réfugié-es ayant des liens avec notre pays plutôt que de prendre en compte leur situation de vulnérabilité. Le nombre de 500 réfugié-es n'est à la hauteur ni de la situation, ni des capacités de la France. **La France doit annoncer qu'elle accueillera un plus grand nombre de réfugié-es de Syrie.**

www.amnesty.fr

Italie : grève dans les transports publics locaux le 24 janvier



L'USB appelle à la grève dans les transports publics locaux, contre la privatisation, le blocage des salaires et les suppressions d'emplois. Ces dernières semaines, plusieurs grèves ont été menées par les salarié-es des entreprises de transport urbain de diverses villes d'Italie, à l'appel de l'USB, de l'ORSA ou de la CUB. **A plusieurs reprises, ces mouvements ont eu lieu sans se soumettre à la loi antigrève, particulièrement répressive dans les transports publics ;** et pourtant, bien des usagers ont soutenu des actions, comprenant qu'il s'agissait de défendre, bien entendu les droits des salarié-es du secteur mais aussi le droit au transport de tous et toutes. Au contraire, les syndicats membres de la CES (CGIL, UIL, CISL) interviennent pour rappeler que l'ordre public doit être respecté ... un « ordre public » qui n'est que la traduction du rapport de forces, favorable aux patrons et que le mouvement syndical doit combattre !

www.usb.it www.cub.it/sindacato www.sindacatoorsa.it

Palestine : la SNCF est fière de soutenir l'apartheid !

Dans le cadre de la récente visite du Président Hollande en Israël, Guillaume Pépy a signé un accord de partenariat avec son homologue d'Israël Railways, Boaz Zafir. Comme le dénonçait SUD-Rail le 18 novembre, l'entreprise publique française soutient ainsi un gouvernement colonialiste et raciste.

Alors que nombreuses associations palestiniennes appellent au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements contre Israël jusqu'à ce qu'il applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme, l'Etat français et la SNCF lui apporte au contraire leur soutien !

Quand le monde entier rend hommage à Mandela, la direction SNCF est fière de soutenir l'apartheid !

La Cour Internationale de Justice a jugé illégal le mur construit par l'Etat d'Israël sur le territoire palestinien occupé ; Israël a continué sa construction du mur colonial au mépris total de la décision de la Cour. **Après 46 ans d'occupation par Israël de la Cisjordanie palestinienne** (y compris Jérusalem-Est), de la Bande de Gaza et des hauteurs du Golan syrien, Israël continue à accroître ses colonies.

Les violations du droit international par Israël sont persistantes. Depuis 1948, les centaines de résolutions de l'ONU ont condamné les politiques coloniales et discriminatoires d'Israël en tant qu'illégales et ont appelé à des remèdes immédiats, proportionnés et efficaces ; toutes les formes d'intervention internationale et de tentatives de paix n'ont pas jusqu'ici forcé Israël à se conformer à la loi humanitaire, à respecter les Droits de l'Homme fondamentaux et à mettre fin à son occupation et son oppression du peuple de la Palestine.

L'Etat d'Israël ne cesse de poursuivre en toute impunité sa politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique contre le peuple palestinien : destructions de maisons et extension de la colonisation dans les territoires occupés en Cisjordanie, agressivité accrue des colons, blocus de Gaza, ségrégation raciste en Israël. La fédération des syndicats SUD-Rail dénonce l'aide apportée à un régime politique raciste et colonialiste.

À l'instar des combattant-es d'Afrique du sud durant des années, plus de 170 organisations palestiniennes ont lancé l'appel BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre Israël. La fédération SUD-Rail comme l'ensemble de l'Union syndicale Solidaires soutient cette initiative pour mettre fin à l'apartheid. En France, nous exigeons que soit abrogées les circulaires prévoyant la condamnation des militant-es relayant cette campagne. www.bdsfrance.org

La direction SNCF fait la publicité de cet accord honteux auprès des 155 000 cheminot-es, via son journal d'entreprise adressé à chaque cheminot-e. **Les dirigeant-es SNCF sont très fier-es de collaborer activement avec un régime qui pratique l'apartheid :** blocus de Gaza, destructions d'habitations, check-points contrôlés par l'armée, systèmes juridiques différents, et mur de séparation sur plus de 700 kilomètres !

Starbucks : une journée mondiale d'action et de solidarité

Starbucks attaque les droits des travailleurs-euses et s'engage dans des pratiques antisyndicales... tout en violant ses propres règles éthiques ! Ainsi, **400 salarié-es de Pactiv à Stockton en Californie, une entreprise qui fournit des gobelets à Starbucks, se battent contre la baisse inacceptable de leur salaire et de leur protection sociale.** Starbucks ferme les yeux sur la violation de son propre code de conduite qui stipule que ses fournisseurs doivent démontrer « un engagement pour le bien-être et l'amélioration économique » de leurs employé-es... Le personnel de l'usine a manifesté devant le siège social de Starbucks et appelé à une journée mondiale d'action pour démontrer à la compagnie que son comportement anti-ouvrier et antisyndical ne sera pas toléré, ainsi que celui de leurs fournisseurs.

Les travailleurs-euses de l'usine Maximus à Houston au Texas, un autre sous-traitant de Starbucks qui torrifie et emballe le café, sont également en grève. Leur patron a tenté, là aussi, de leur imposer une réduction de salaire de 25 à 50 %. Tout comme dans le cas de Pactiv, Starbucks a gardé le silence sur cette violation de sa charte éthique. Au début du mois de novembre, les baristas du Chili, dont le salaire horaire est moindre que le prix d'un café, se sont mis en grève durant 11 jours. Ils ont repris leur travail mais continuent la lutte en saisissant la justice et en allant devant l'Organisation Internationale du Travail (OIT). **Aux États-Unis, le syndicat IWW Starbucks Workers Union continue de se battre pour de meilleurs salaires et conditions de travail** pour les dizaines de milliers de baristas de l'entreprise : ses militant-es continuent à remporter des victoires à travers l'organisation d'actions collectives à la base et en dépit du fait que de nombreux-euses syndicalistes ont été licenciés illégalement depuis la fondation du syndicat en 2004.

Partout dans le monde, Starbucks paie ses baristas, tous à temps partiel, avec des salaires de misère et use de la répression antisyndicale lorsque les travailleurs-euses s'organisent pour améliorer leur condition... tout en faisant un bénéfice de plus de 1,7 milliard de dollars cette année ! En France, CNT-f, CNT-SO et Solidaires ont participé à la journée d'action mondiale du 25 novembre.



Espagne : privatisation des chemins de fer, dernière étape ?

Sud Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 Boulevard de la République - 93200 Saint Denis
Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 07
federation.sud-rail@solidaires.fr
www.sud-rail.fr

Solidaires

A Madrid, à Bruxelles, en France, dans toute l'Europe nous défendons le service public ferroviaire et les droits des de tous les travailleurs-ses du rail

- ☐ La casse du service public ferroviaire est une obsession des technocrates européens.
- ☐ C'est une mission commune aux dirigeants des entreprises publiques des différents pays ; ils et elles l'accomplissent avec zèle (à l'exemple de G. Piery pour la SNCF).
- ☐ Et c'est ce qu'organisent les gouvernements depuis des années, dans une continuité que les alternances Gausch/Deville ne troublent pas.

Notre résistance à la destruction du service public, le combat pour le maintien et l'amélioration des droits de tous les travailleurs-ses du rail, est à mener dans chaque entreprise, chaque service, au plus près du terrain.

La grève nationale unitaire du 12 décembre, à l'appel des fédérations CGT, UNSA, Solidaires est une étape importante.

Malis, face aux patrons et aux gouvernements qui fonctionnent ensemble au plan européen, nous devons nous organiser et nous unir dans l'action au-delà des frontières de chaque pays.

- En Espagne, le gouvernement a décidé d'éclater RENFE Operadora (Exploitation ferroviaire) et ADIF (Infrastructure) en six Sociétés Anonymes différentes !
- En Belgique, l'organisation en holding mise en place il y a peu pour éclater l'entreprise unique où se trouve la place à deux entités distinctes, la holding censée unifier l'ensemble est abandonnée.
- Comment ne pas faire le lien avec les dangers du projet de loi ferroviaire du gouvernement français et l'éclatement de la SNCF déjà mis en œuvre par ses dirigeants !

La fédération SUD-Rail était présente à Madrid le samedi 30 novembre, avec les cheminot-es espagnols de la CGT et d'Intersindical qui réclament la disparition du service public ferroviaire de leur pays. Depuis octobre, ensemble, ils organisent des débrayages et des journées de grève. Malheureusement d'autres syndicats, ceux de la Confédération Européenne des Syndicats (Commissions ouvrières et UGT), accompagnent la destruction des entreprises publiques et des emplois statutaires.

Nous étions à Madrid avec nos camarades pour les soutenir mais aussi parce que c'est la même lutte que nous menons dans nos différents pays.



Le gouvernement espagnol accélère la désintégration du service public ferroviaire. Déjà éclatés en deux entreprises distinctes, l'une chargée de la gestion de l'infrastructure (ADIF), l'autre de l'exploitation (RENFE Operadora), les chemins de fer de l'Etat espagnol vont désormais être atomisés en 6 sociétés anonymes, ultime étape avant la privatisation générale.

Deux syndicats, SFF/CGT et SF/Intersindical, ont réagi dès le projet connu, en octobre. Grèves, rassemblements, manifestations, informations aux usagers, ont ainsi rythmé ces deux derniers mois. Malheureusement, dans le même temps, Commissions Ouvrières et UGT (ainsi qu'un syndicat catégoriel de mécaniciens) refusaient toute action, accompagnaient la casse des chemins de fer publics, menaient des négociations avec le ministère pour organiser la liquidation de ce service public et concoctaient même un accord entérinant la suppression de milliers d'emplois.

La fédération SUD-Rail était présente à Madrid le 30 novembre, avec les cheminot-es des confédérations CGT et Intersindical qui manifestaient pour défendre le service public et les droits des travailleurs-ses du secteur ferroviaire. En Belgique, l'organisation en holding, mise en place il y a peu pour éclater l'entreprise unique SNCB, cède la place à deux entités distinctes ; la holding censée unifier l'ensemble est abandonnée. Comment ne pas faire le lien avec les dangers du projet de loi ferroviaire du gouvernement français et l'éclatement de la SNCF déjà mis en œuvre par ses dirigeants ! Dans les chemins de fer comme ailleurs, nos luttes doivent être internationales !

www.sff-cgt.org www.cgt.org.es www.sindicatoferroviario.com www.intersindical.es

Kazakhstan : agissons pour la libération des ouvriers du pétrole !



Le 16 Décembre 2011, après 6 mois d'impassance dans les négociations entre les travailleurs du pétrole en grève et la société KazMunaiGas dans la ville de Zhanaozen dans l'ouest du Kazakhstan, un conflit de travail s'est transformé en émeutes et réprimées par des forces de l'ordre excessivement zélées avec la complicité des autorités, qui se sont croisés les bras. **Il y a eu 17 morts et plusieurs dizaines de blessés, parmi les ouvriers du pétrole manifestant mais aussi parmi des passants malchanceux.** Trente-sept personnes ont été jugées, beaucoup d'entre eux condamnés à des peines de prison. Sept restent en garde à vue à ce jour.

Les syndicats et d'autres organisations citoyennes au Kazakhstan ont appelé le gouvernement à modifier la législation qui prévoit la responsabilité pour « incitation à la discorde sociale ». **La lutte pour la libération des travailleurs du pétrole emprisonnés est maintenant menée par des syndicats du Kazakhstan, la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Géorgie.** Ils sont soutenus par leurs homologues du monde entier. Ce n'est pas seulement une lutte pour la justice envers quelques particuliers. Il s'agit de sécuriser le droit de tous les travailleurs-ses au Kazakhstan de s'unir, de faire grève et de lutter pour la liberté d'expression et des conditions de travail et de vie décentes. www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=2103

Pays basque : hommage au camarade Igor Urrutikoetxea



Igor Urrutikoetxea Bilbao

Bizi laburra, baina zure bihotza bezain zabala
Burkide bikaina, lagun aparta

Bidaiari nekazezin hori, alde egin diguzu bete ezinezko hutsunea lagata



Nous avons appris la triste nouvelle du décès d'Igor Urrutikoetxea, responsable des relations internationales du syndicat LAB. Même si les mots sont bien dérisoires face à la peine de tous ses proches, l'Union syndicale Solidaires, comme de nombreuses organisations syndicales dans le monde, a salué la mémoire d'Igor que plusieurs d'entre nous ont eu la chance de connaître ces dernières années. **L'Union syndicale Solidaires sera représentée à Lezama le 18 janvier, pour rendre hommage à Igor.**

www.labsindikatu.org/eu

Mexique, Chiapas : la revue internationale Solidaires n°9

Le numéro 9 de notre revue internationale, consacrée au **syndicalisme au Mexique et mouvement zapatiste** est paru.

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html